Nous ajouterons tout simplement pour conclure que, du point de vue historique, une insurrection vise à obtenir autre chose que des dégâts matériels, qui, eux, peuvent être réduits à une valeur purement symbolique.

Temps critiques, le 23 octobre 2026

Interventions ISSN : 1639-4755 GRATUIT

meure faible) est, de l'intérieur, un grand moment de défoulement et d'adrénaline. Si la violence effraie à l'extérieur, ceux qui la pratiquent peuvent tirer un vrai plaisir dans la fuite devant les charges de CRS, dans les coups échangés, dans l'évitement des tirs de grenades lacrymogènes qu'il faudra renvoyer à l'envoyeur sous l'œil admiratif des pairs ou dans les ruses déployées pour déjouer les stratégies d'encerclement. La violence de rue est un jeu, certes dangereux mais excitant. *Profit* ensuite, car ce grand moment de licence qu'est l'émeute permet aux moins fortunés — ou aux plus avides — de profiter par le pillage des signes extérieurs de la réussite matérielle. Le choix des magasins de luxe, de marques sportives ou de téléphonie n'est pas un hasard, d'autant que ces produits se revendent bien. Enfin, *Ego* fait référence à cette capacité qu'a la violence à grandir celui qui la pratique. L'homme ordinaire devient guerrier. La violence grandit l'estime de soi du délinquant (qui ne craint rien) comme du militant (qui témoigne ainsi de la radicalité de son engagement). Elle sera d'autant plus valorisante que dans le monde social ordinaire l'individu bénéficie d'une faible reconnaissance, faute de métier valorisé ou de signes extérieurs de réussite. Source de plaisir, de profit, la violence est aussi, dans certains milieux, source de reconnaissance ».

INTERVENTIONS

#36 – octobre 2026

SOULÈVEMENT ?

Temps critiques

Temps critiques

site : https://www.tempscritiques.net/

blog : https://blog.tempscritiques.net/

Correspondance postale
Revue Temps critiques
11, rue Chavanne
69001 LYON

Correspondance électronique
tempscritiques@free.fr

Abonnement

Écrire en précisant vos nom, prénom et adresse complète.
Pour 1 numéro : 10 euros (port compris)
Pour 2 numéros :
– abonnement simple : 15 € (port compris)
– abonnement de soutien : à partir de 35 €
Chèque à l'ordre de Jacques Wajnsztejn
11, rue Chavanne / 69001 Lyon

Les tendances insurrectionnistes, de toutes sortes, issues de « l'autonomie » comme du « Comité invisible » et ses greffons, qui constituent le noyau dur des activistes pour ce qu'ils considèrent comme une « violence révolutionnaire légitime », se piègent eux-mêmes, puisqu'en guise d'insurrection… ils ne peuvent que s'enfermer dans une émeute. Nous le disions ces dernières années en insistant sur « l'insurrection qui (ne) vient (pas) ».
Or, une émeute est clôturée sur elle-même, c'est une action immédiate, de l'instant, elle n'a pas de passé et pas d'avenir. Le futur d'une émeute… c'est une autre émeute et strictement rien d'autre. La révolte lycéenne se trouve donc englobée, dissoute, dans deux activismes sans issue :
D'une part, celui de la « convergence des luttes » qui a, certes, rassemblé du monde le samedi 17 octobre, mais dont nous avons critiqué l'artificialité et le côté velléitaire (cf. *supra*).
D'autre part, la forte poussée émeutière qui prend le dessus sur tout le reste et procure au moins un sentiment d'existence et en retour une forme de reconnaissance de la part d'un pouvoir qui n'en fait pas signe[11].

---

pas cette séparation ? » (Gloses critiques à l'article « Le roi de Prusse et la réforme sociale par un Prussien »). Rappelons que pour Marx, à cette période de son œuvre, « l'être humain est la véritable communauté des hommes » ; pour lui, l'individu n'est donc pas séparable de la communauté humaine (*Gemeinwesen*). Or, dans l'émeute, l'individu est enfermé dans son individualité, dans sa subjectivité d'émeutier, cherchant à tirer de son action le meilleur profit pour lui-même ; aucune solidarité, d'aucune sorte, ne peut se manifester. Dans l'émeute, le pôle communauté humaine du rapport individu/communauté est absent. L'acte émeutier est un acte nihiliste *sui generis.*
11 – Cf. Xavier Crettiez in *Le Monde*, le 21 octobre 2026 « La violence "émeutière" en démocratie est, de l'intérieur, un grand moment de défoulement » : « Mais, hier, la violence fut moins interactionnelle qu'existentielle. Elle semblait répondre à trois objectifs qu'un anglicisme facile pourrait résumer par "*Fun, profit and ego*". *Fun* d'abord, car il ne faut jamais oublier que la violence des émeutiers en démocratie (où le risque de mourir d'une balle de-

Ce qui est sûr, c'est que la stratégie de nassage en amont par les flics, reproduite dans plusieurs villes dont Paris et Lyon, a été un échec. Ce qui peut en province expliquer la faible mobilisation et action policières ne peut pourtant pas l'être pour Paris où était concentré, comme le 24 mai 1968 d'ailleurs, le plus gros des forces de police nationales.

Révolte, émeutes et insurrections

Dans notre article « Un moment de révolte émeutière », in *Lundi matin*, n° 392, le 4 août 2023, nous notions : « Tout d'abord, un point essentiel dans le glissement sémantique qui s'est produit entre 2005 et 2023, y compris dans *Temps critiques*. Ainsi, alors que dans notre article du n° 14 (« La part du feu », 2005) nous faisions état d'une révolte des banlieues que nous étions à l'époque peu nombreux à saluer sans la mythifier, aujourd'hui, y compris donc au sein de la revue, si on en croit quelques courriers ou discussions orales, il semblerait que la question de la révolte soit passée au second plan ou même soit occultée par l'insistance nouvelle portée sur le phénomène « émeute », comme s'il surdéterminait ou concentrait tout ce qu'il y a à dire sur le sujet. Or, l'émeute n'est qu'une expression concrète, sous une forme particulière, de cette révolte première basée sur une colère et des émotions qui ne trouvent plus de transcription politique. Mais depuis 2023, les derniers événements nous renforcent dans notre critique de l'idée exprimée par Joshua Glover, selon laquelle « L'émeute prime » (cf. « Une thèse émeutiste » in *Temps critiques* n° 19, automne 2018) en tant que stratégie, alors que si elle prime, pour nous, c'est une limite[10].

« nous ne sommes pas des voleurs / nous sommes des maoïstes / Salaire moyen d'un os : 3,50 francs l'heure / 1 kg de foie gras : 200 francs, soit 60 heures de travail / 1 kg de cake : 18,50 francs, soit 6 heures de travail / 1 kg de marrons glacés : 49 francs, soit 8 heures de travail / alors ? qui sont les voleurs ? »

10 – Marx avait bien mis en évidence cette limite lorsqu'il écrivait à propos de la révolte émeutière des tisserands de Silésie (1844) : « Mais toutes les émeutes, sans exception, n'éclatent-elles pas dans la séparation funeste des hommes de la communauté humaine ? Toute émeute ne présuppose-t-elle

Le fil historique des luttes lycéennes

La différence avec les anciens mouvements lycéens depuis trois décennies, c'est l'absence d'une opposition à un projet ou à une loi qui cristallisait les énergies et rassemblait les forces dispersées.
Opposition à la loi Devaquet en 86, au CIP en 1994, puis au CPE en 2006, etc., c'est-à-dire un objet unique de refus et bien perçu par tous constituant l'unité du mouvement, sa dynamique. Certes, lorsque le projet ou la loi était soit retiré, soit modifié, cette cohérence unitaire s'affaissait ; mais il y avait une unité certaine.
Ces dernières semaines, ce refus unitaire n'existe pas. Les « revendications », qui d'ailleurs ne sont pas désignées comme telles et rappellent un peu les Cahiers de doléances, sont floues, indéterminées, dispersées. On a vu apparaître des demandes de réduction des heures de cours à côté d'exigences sur le délabrement des locaux (c'est pourtant un lycée neuf qui a brûlé) et aussi les professeurs non remplacés, etc. Cette globalité et cette hétérogénéité des demandes portent certes sur les conditions de travail et de vie, mais justement, c'est cette globalité qui rend les actions moins perceptibles par l'intérieur comme par l'extérieur des agitations.
Si « le sens du travail scolaire est posé », il est posé en termes de quantité d'heures de cours : moins d'heures de cours. Ceci ajouté au fait que depuis 15 ou 20 ans, il n'y a pas de travail à domicile imposé. On arrive alors à cette perte cognitive observée et mesurée, sans que les dimensions qualitatives du développement cognitif ne puissent émerger.
Quant à « remettre en cause l'institution » et critiquer le rapport élèves-professeurs, un tel objectif politique avait encore un sens jusque dans les années 80 et 90, il n'en a plus aujourd'hui.

Comme les autres « institutions » dans tous les domaines, les médiations étatiques et sociales de l'ancienne institution scolaire sont résorbées jusqu'à devenir… évanescentes.
Dans la puissante et omnipotente dynamique de l'IA, ce qu'enseigne le professeur tend à devenir superflu, son savoir n'est plus qu'un savoir parmi les autres, comparé à celui des réseaux sociaux. Cela accroît son propre sentiment de dévalorisation, qui rejaillit sur la perception qu'en ont les élèves. Toutefois et contradictoirement, cela n'empêche pas ces derniers de revendiquer formellement des professeurs en plus ou des remplacements et de plutôt s'opposer, comme les étudiants d'ailleurs, aux cours organisés « en distanciel ». Le rapprochement enseignants/élèves se fait alors sur la commune conscience d'une indignité faite à l'école en général et à ceux qui y enseignent ou y apprennent.
Par ailleurs, on peut voir dans les premières formes d'actions devant et à l'intérieur des lycées certaines dimensions émeutières qui ont dépassé les syndicats lycéens, nombre de lycéens mobilisés et l'encadrement des établissements.
D'où la violence de la réponse policière. Là aussi, il y a de fortes différences avec les mouvements lycéens d'hier, qui subissaient cette violence plus qu'ils n'y participaient.
En 2006, au moment du mouvement anti-CPE, nous avons produit deux brochures sur la question des blocages dans lesquels nous disions que par rapport à la génération précédente des « héritiers », les étudiants d'aujourd'hui ne sont pas reconnus par la société capitalisée (on pourrait le dater de 1994 et du moment CIP où émane l'idée d'un SMIC jeune).
Le slogan « Ni CPE ni CDI » qui transparaît marginalement indique en creux le maximum de radicalité du mouvement incluant encore la critique du travail, alors qu'aujourd'hui la radicalité politique revendiquée semble s'exprimer dans les termes de l'antifascisme de l'empathie pour LFI ou du soutien à la Palestine.
Dans un supplément au n° 14 faisant le bilan des luttes lycéennes et étudiantes entre 1986 et 2006, nous terminions par : « Parce qu'il a comporté une dimension de "commune étudiante", mais qu'il a vite dépassé cette seule dimension, le moment révolutionnaire de Mai-68 a

bonne politiquement car elle détourne la théorie libérale, mais elle reste au niveau de l'imagerie parce que là, la différence, c'est qu'il y a eu beaucoup de pillages d'opportunité du fait que la police n'est pas intervenue ou mal ou insuffisamment et c'est que contrairement aux Gilets jaunes, il n'y avait pas vraiment d'objectif ; le centre-ville était simplement occupé et dans cette mesure l'opportunité de piller était complètement déconnectée d'un affrontement avec la police.
La passivité ou au moins le manque d'initiative politique de ce qu'on ne peut appeler que des « occupants » de la presqu'île de Lyon, par exemple, et non des « manifestants » s'est aussi manifestée par l'absence de toute attaque de banque, pourtant un caractère récurrent de la plupart des manifestations depuis dix ans. Le terme de « pillage » est d'ailleurs discutable : il y en a eu quand ça a brûlé, pour certaines grandes enseignes, mais la plupart du temps cela relevait plutôt de l'appropriation individuelle et collective à des fins qui n'étaient pas la destruction du monde de la consommation, c'est certain. Si on ose une comparaison historique, on peut rappeler que dans ce qui a été appelé le « pillage » du Quartier latin à Paris en juin 1971, le contenu des vitrines était distribué aux alentours ou abandonné par terre. De la même façon, mais enveloppée de l'idéologie maoïste populiste, on peut signaler la razzia au magasin d'alimentation de luxe Fauchon le bien nommé à Paris par des militants de la Gauche prolétarienne[9].

9 – L'historien Jean-Claude Vimont décrit l'opération dans *Les emprisonnements des maoïstes et la détention politique en France (1970-1971).* Le 8 mai 1970, pour célébrer les deux ans de la contestation, un groupe d'une vingtaine de militants de la Gauche prolétarienne débarque à 13h30 dans le plus chic des magasins d'alimentation parisiens. « Après avoir immobilisé les vendeurs, ils entassèrent dans de grands sacs des blocs de foie gras truffé, des alcools fins, des pâtés en croûte, des marrons glacés qu'ils distribuèrent le lendemain dans des bidonvilles et foyers de travailleurs de Saint-Denis, de Nanterre et d'Ivry-sur-Seine. »
Dans *Génération, Tome 2. Les années de poudre*, de Hervé Hamon et Patrick Rotman, Seuil, p. 169-170, citent un tract expliquant l'opération :

ronds-points. Loin de nous l'idée de faire de la publicité à un concept de Hardt et Negri : la « multitude » — notion que nous avons critiquée dans « De la souveraineté nationale à l'"Empire". Présentation et remarques critiques sur le livre *Empire* de M. Hardt et A. Negri »[8] —, mais pour le moment, nous ne voyons pas de mot plus adéquat à la situation du 17 que celui-là. Une multitude qui se regarde, cherche à se comprendre et dans laquelle l'individualisation est à son comble, même si l'affinité plus sentimentale que politique joue aussi son rôle et sédimente d'ailleurs les lycéens depuis le début.

Mais le nombre de lycéens reste faible par rapport à l'ensemble des manifestants et il ne joue pas un rôle moteur dans la manifestation, puisqu'ils n'en prennent pas la tête et qu'ils ne manifestent pas en collectifs. On pourrait se féliciter de cette absence d'expression identitaire, mais si c'est pour se fondre dans la multitude sous la houlette d'étudiants qui sont sans doute en mouvement, mais sans former un mouvement, satisfaits semble-t-il de prendre la tête des manifestations sur des bases plus idéologiques que des revendications lycéennes qui peinent à se faire entendre… non seulement de la part du gouvernement, mais de la part des autres manifestants. La parole des lycéens n'a plus besoin d'être confisquée par les organisations syndicales et politiques, puisqu'elle l'est par le relatif consensus anti-flic et antifa des tenants de l'entre-soi.

À cela s'ajoute le fait qu'au-delà d'une émotion ponctuelle par rapport à la violence contre de très jeunes manifestants, peu de chances pour que les « ACAB » et « Tout le monde déteste la police » se diffusent dans le monde du travail ou même chez une grande partie des habitants des « quartiers » qui réclament, entre autres, plus de police de proximité et de services publics.

À NOUVEAU LA TENTATION INSURRECTIONNELLE

Ritchie T, du fond de sa prison in *Lundi matin* du 20 octobre 2026, parle de « ruissellement » en actes pour la journée du 17. L'image est

8 – https://www.tempscritiques.net/spip.php?article175

représenté une référence pour tous les mouvements étudiants-lycéens qui ont surgi depuis. Mais cette référence s'est avérée plus symbolique qu'effective puisque les deux interventions majeures de "l'insurrection étudiante" de 1968, à savoir la critique de l'université et des lycées comme institutions de classe et la jonction étudiant-travailleurs comme alliance révolutionnaire nécessaire ne constituent plus des objectifs politiques déterminants ni pour les lycéens ni pour les étudiants. La décomposition de l'ancienne société de classe et la crise de sa recomposition dans la société capitalisée ont vidé de leur substance l'université et le travail productif. En affrontant cette contradiction historique concrètement, les mouvements lycéens-étudiants ont permis à celles et ceux qui combattent la domination de ne pas se tromper d'époque, ce qui explique l'ambivalence de tous ces mouvements vis-à-vis de 1968 ».

Malgré tout ce qu'on peut lire et entendre, il n'y a pas de continuité entre Mai-68 et aujourd'hui ; nous ne sommes plus dans la même époque, même s'il existe encore une mémoire des événements révolutionnaires qui perdure.

QUELQUES REMARQUES SUR LE MOUVEMENT

> « *Ces moments où on prend conscience que l'on appartient à un temps plus grand que celui de sa propre vie.* » (Marine Atlan)

– Le mouvement lycéen part de ses propres conditions dégradées d'études et de vie et non d'un refus de projet de réforme ; en cela, il est plus proche du mouvement des Gilets jaunes que les précédents.

– Le sens du travail scolaire est posé mais sans remise en cause de l'institution ni même du rapport enseignants/élèves et encore moins de l'utilisation de l'IA. Toutes les revendications semblent mises au même niveau comme des « Cahiers de doléances », mais qui n'auraient pas été formalisés comme tels. Néanmoins, certains essayistes parlent du caractère qualitatif des exigences du mouvement ; ainsi, Yannick Haenel dans *Libération*, le 16 octobre 2026 déplace la question traditionnelle posée (ou non) aux jeunes : « Que veux-tu faire dans ta vie ? »

c'est-à-dire centrée sur le faire, la réalisation, jadis le travail, etc. vers une question plus existentielle : « Qu'attendez-vous de votre vie ? »
Autrement dit, il introduit un horizon d'attente pour les jeunes (ici les lycéens) qui ne les enferme pas dans les conditions actuelles qui inquiètent les jeunes : trouver des revenus, ne pas être limité dans sa jouissance immédiate ou ses aspirations futures, menace climatique, guerres, etc.
Ce déplacement est toutefois réduit à sa seule dimension individuelle, subjective, particulière du jeune individu pris en soi. C'est la question elle-même « Qu'attendez-vous de votre vie ? » qui contient cette orientation solipsiste et donc qui efface ou annule les dimensions collectives de la vie.
Le subjectivisme de Haenel s'exprime aussi sur la citation de Hegel concernant la satisfaction bornée de l'individu qui « mesure l'étendue de sa perte ». Alors que chez Hegel il s'agit d'abord de l'insatisfaction historique, Haenel la rabat sur l'insatisfaction individuelle.
Toutefois, les revendications plus quantitatives ou concrètes sont nombreuses et se rapprochent finalement de celles des enseignants sur le sujet, ce qui n'est guère porteur de dynamique interne puisque le lien entre les deux ne peut se faire que sur le moins-disant et la prédominance du double langage enseignant ; on y reviendra.
– Le stress de l'orientation par Parcoursup est patent, mais le lien entre la quasi-absence de sélection avant Parcoursup et le tri qui s'y opère ne semble pas saisi comme relation de cause à effet en l'absence de *numerus clausus*, qui n'est plus depuis longtemps une menace sauf en médecine. Encore un exemple de fausse conscience.
– La référence à des « Actes » chez les lycéens est clairement un clin d'œil au mouvement des Gilets jaunes, même si son positionnement politique n'est guère plus clair. L'ancrage à gauche est plus le fait d'une avant-garde autoproclamée et de l'empreinte étudiante sur le mouvement que d'un vrai positionnement partisan. La présence de nombreux drapeaux tricolores parmi les manifestants, y compris avec le A cerclé de l'anarchie, n'est pas fait pour clarifier la chose, alors que presque aucun drapeau rouge n'est en vue.

été dévastées tel Le Fouquet's, restaurant de luxe, pendant l'acte XVIII du 16 mars 2019, qui n'a pu rouvrir ses portes qu'en juillet. De nombreux Gilets jaunes ont d'ailleurs été arrêtés avec les bras chargés de marchandises, mais plutôt comme souvenir parisien pour Gilet jaune de province ou de la campagne, que comme appropriation égoïste ou marchande.
Les médias possèdent une autre corde à leur arc quand ils font vibrer la dimension générationnelle et internationaliste de la *GenZ*, en en faisant le signe d'un conflit de générations, comme ils avaient déjà essayé de le faire dans les années suivant 1968. Certes, il y a bien une dimension internationale, mais le mouvement des places en Espagne, le mouvement des parapluies à Hong-Kong, les Gilets jaunes en France, la lutte contre la police fédérale de l'immigration (ICE) à Minneapolis, l'émeute de Baltimore de 2015, la lutte contre les grandes bassines ou le TAV dans le Val d'Aoste n'ont pas grand-chose à voir avec la *GenZ*. Ce que conjuguent ces révoltes et actions n'est pas tant l'âge de leurs protagonistes que le fait d'être sans leaders affirmés, l'utilisation des réseaux sociaux et cryptés, un sentiment de colère et une exigence de justice et d'égalité. Même sans désir clair de révolution et surtout de perspective, on y sent vibrer les émotions révolutionnaires[7].

MULTITUDE

Malgré des médias qui parlent de convergence parce que des Gilets jaunes et les syndicats ont appelé à rejoindre le mouvement lycéen, il ne s'agit pas d'une vraie convergence. Nous avons déjà précisé pourquoi le pôle étudiant des manifestants ne convergeait pas, mais phagocytait le mouvement lycéen. Pour les autres composantes, il s'agit plus d'appel à des présences individuelles que des appels de groupes ou de forces constituées, surtout dans les grandes villes dans lesquelles les Gilets jaunes n'ont plus aucun poids en tant que tels, alors qu'ils peuvent encore représenter quelque chose sur les petites villes et quelques

7 – Cf. Sophie Wahnich, *Les émotions, la Révolution française et le présent. Exercices pratiques de conscience historique*, CNRS Éditions, 2009.

Néanmoins, le centrage de manifestations autour de la répression ou de la violence ne débouche pas politiquement. L'expérience montre que quand c'est cet aspect qui l'emporte sur le reste, une fois passé le pic de mobilisation qui se gonfle, on connaît une forte retombée, sauf si les secours viennent de l'extérieur comme en mai 68 avec la grève générale, aujourd'hui éventuelle, mais seulement si la greffe prenait et à un niveau d'amplitude et d'intensité suffisant.
Nous maintenons la distinction historique entre une insurrection et des émeutes. Le futur d'une émeute c'est une autre émeute, censée sans doute montrer une nouvelle fois que le pouvoir est faible et que les insurgés sont forts, ou tout simplement qu'ils existent. Cette hypothèse insurrectionniste sous-entend que les tenants de l'ordre établi seront, à la fin, tellement démoralisés par les « insurrections » à répétition qu'ils déserteront leurs institutions. Mais, *a priori*, il est plutôt saugrenu de supposer que ces derniers jetteront l'éponge par découragement face seulement à des incendies et des vitrines brisées.

Le traitement de l'information

Le traitement de l'information autour de ce mouvement des lycéens est vraiment marqué de l'approche actualiste. À cet égard, la référence faite par eux à 1968 n'est pas la reconnaissance d'une filiation historique des mouvements actuels en référence aux Comités d'action lycéens (CAL) de 1968 ou aux revendications de l'époque, mais au contraire une façon de gommer une certaine constante de cette colère et agitation qui va animer les luttes lycéennes, dont certaines sont carrément occultées comme celle de 1973 contre la révocation des sursis militaires de la loi Debré, comme est aussi occulté le grand mouvement lycéen de 1994 contre le Contrat d'Insertion Professionnelle (CIP). Il leur importe en effet de toujours faire le *buzz* sur le présent et donc, dans un premier temps, de l'isoler. Il en est de même pour ce qui est du niveau de déprédation ou de la violence, en oubliant celles de 2005 de la révolte des banlieues : même oubli pour la destruction de la mairie du Puy-en-Velay pendant le mouvement des Gilets jaunes, place à celle de Limoges ; enfin, les pillages seraient d'un niveau exceptionnel, alors que toute une partie des boutiques à l'arrière et sur les Champs-Élysées ont

– L'action lycéenne renoue avec une caractéristique qui avait été forte jusqu'en 1994 et la lutte contre le Contrat d'insertion professionnelle (CIP), à savoir l'alliance entre les lycées professionnels d'une part et les lycées techniques et généraux d'autre part, ce qui a produit une rupture de territorialisation que la révolte des banlieues de 2005, laissée à elle-même par des étudiants qui allaient s'insurger dans leur coin, et blocages en 2006, avait quasiment consacrée. Les pratiques de rapines et rackets entre les deux composantes de la révolte jeune de l'époque n'avaient fait qu'envenimer les choses jusqu'à des prémisses de revirement en 2023 où une certaine unité s'était recréée en protestation après le meurtre de Nahel, mais dans le contexte plus général et, *a priori*, favorable, de la lutte autour des retraites.
– À l'origine, la territorialisation de la révolte maintient quand même une spécificité de centrage sur les établissements en périphérie et banlieue où des affrontements et actions spécifiques ont lieu. Sans parler de planification de la lutte et de coordination, il y a des essais d'auto-organisation sans que cela apparaisse comme un but et prenne une forme précise. Dans les centres-villes, l'effet établissement joue moins du fait du plus grand brassage sociologique et géographique des élèves. Le blocage n'est donc qu'un point de départ, parfois précédé de quelques AG, vers l'extérieur et une manifestation en centre-ville. L'intervention intempestive des forces de l'ordre pour disperser les élèves et lever les barrages renforce cette tendance à l'extériorisation de la lutte et par ailleurs s'avère complètement contradictoire avec l'idée ministérielle de débats citoyens internes aux établissements. L'annonce vient en effet d'être faite d'une demi-journée par semaine de « démocratie interne » sous forme d'assemblées générales pour que les lycéens discutent de leurs problèmes et qu'ils formulent leurs propositions. Le syndicat national des proviseurs a dit qu'ils « n'y comprenaient plus rien » et qu'ils refusent d'organiser la chose. Il est difficile de ne pas penser aux « Grands débats » organisés par Macron après l'événement Gilets jaunes.
Mais cette pseudo-anticipation va bien sûr tourner court. C'est dire aussi l'état de haute fébrilité dans lequel se trouvent « les autorités ».

– Il est difficile de qualifier exactement l'action lycéenne et sa nature de mouvement. Tout d'abord, les revendications avancées sont nombreuses et parfois contradictoires (plus ou au contraire moins d'heures de cours par exemple), parce que les situations ne sont pas identiques. Ensuite, l'avant-garde de fait lycéenne ou/et ses organisations préexistantes ont imposé d'entrée de jeu, du fait du caractère très minoritaire d'origine, avant la répression policière, une tactique de blocage qui a rendu plus difficile l'organisation des AG internes comme elles existaient, par exemple, en 1994. Cela permettait d'avoir une rampe de lancement pour la manifestation de rue à partir de la « base arrière » que représente le lycée à la fois pour organiser la lutte à l'intérieur et vers l'extérieur sans pour cela trop s'exposer à l'intervention des forces de police, qui n'entrent que rarement dans les établissements du secondaire.

Si on revient sur les expériences du passé, on s'aperçoit que hormis peut-être en 1968 où s'esquissèrent quelques discussions et réformes, par exemple autour du règlement intérieur, du type de notation, etc., les lycées peuvent cristalliser un mécontentement où une révolte et un ancrage, mais pas une base arrière comme ont pu l'être les universités et naturellement les usines. Sortir apparaît alors comme la seule solution pour s'exprimer ensemble, rendre le mouvement visible et aussi l'élargir. Hormis quelques départs en « sauvage », le plus simple est alors de rejoindre le centre-ville.

Ce n'est pas sans conséquence puisque l'absence de coordination[1] née de la lutte installe les pseudo-syndicats lycéens en donneurs d'ordre de la stratégie à suivre, une stratégie de manifestations déclarées avec trajets anticipés et de convergence des luttes aussi velléitaire qu'artificielle.

1 – Il existe certes une *Coordination lycéenne* nationale, mais elle semble regrouper les différentes organisations lycéennes préexistantes. Le fait que des comités locaux et par exemple d'Outremer la rejoigne ne nous semble pas changer la donne.

dans un cadre élargi qui dépassait le côté velléitaire du « Tous Gilets jaunes », mais sans en avoir ni la force ni la dynamique.

Ce qui est nouveau, c'est la qualification de « violence urbaine » appliquée aux lycéens, qui dénie toute spécificité catégorielle et légitimité à leur révolte, contrairement à 1968, 1986, 1994 et 2006, alors que dans leurs revendications, ils ne demandent bien souvent que ce qui leur est dû dans le cadre du service public d'éducation.

Mais il y a bien une constante de la stratégie répressive contre la jeunesse scolarisée. Lors des manifestations de 1986, c'est de nombreux blessés et un mort (Malik Oussekine), avec l'utilisation des voltigeurs[6] ; en 1994 à Nantes et à Lyon, les tendances émeutières sont déjà présentes et la riposte policière est forte. La différence, c'est qu'aujourd'hui et depuis les Gilets jaunes, la violence policière est systématisée en guise de réponse et surtout, certaines armes létales sont utilisées qui ne l'étaient pas précédemment.

Mais aujourd'hui, l'attribution du qualificatif de violence urbaine semble surdéterminée par le fait que les troubles à l'« ordre public » se manifestaient jusque-là plutôt en banlieue et périphérie, ce qui rappelait le modèle de la révolte de 2005 et *a fortiori* les révoltes des années 1980 à Vaulx-en-Velin et aux Minguettes de Vénissieux. Aujourd'hui, quand ce type d'action se répand, c'est de la périphérie au centre, dans une tout autre configuration que 2005. D'abord avec le mouvement des Gilets jaunes fin 2018, puis avec le mouvement de protestation pour la mort de Nahel en 2023.

6 – Voltigeurs ; unité de policiers à moto déployée lors des manifestations en France entre 1969, suite aux événements de Mai-68, et 1986. Comme leur nom l'indiquait plus ou moins, ils avaient pour mission de se faufiler rapidement au cœur des manifestations, en milieu urbain, afin de chasser les « casseurs ». Mises en cause dans la mort du jeune Malik Oussekine dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986, alors que se déroulaient à Paris les protestations étudiantes contre la loi Devaquet, ces brigades armées de matraques ont été dissoutes, puis remplacées par les BRAV-M : créées en 2019 suite au mouvement des Gilets jaunes.

naires de notre histoire perdure, alors même que nous avons énoncé, du point de vue théorique, l'achèvement du temps historique et dialectique[4]. La Révolution française ainsi que des événements comme 1848, la Commune semble plus rattachée à l'idée de lutte du peuple que de lutte de classes, mais par rapport aux identitaires de droite, sans que la référence à un peuple « français » soit évoquée comme discriminant. En tout cas, elle rompt avec l'actualisme dominant et l'absence de projection alternative telle qu'elle pouvait encore apparaître jusqu'à la fin des années 1970.

À l'émission du dimanche 18 octobre de C politique sur France 5 sur la violence légitime face à la violence lycéenne, un spécialiste de ces questions, Sébastian Roché, a fait remarquer que seule la police française avait ce comportement en Europe, alors qu'elle n'est contrôlée qu'en interne par l'IGPN, ce qu'a aussi relevé le Conseil de l'Europe. Mais comme dit le dicton populaire : est-ce que c'est la poule ou l'œuf qui est l'origine de la chose ? Ce qui est sûr, c'est qu'à part quelques tirs de mortiers et des actes de violence limités, les lycéens, les étudiants et même les Black Blocs ou assimilés se présentent désarmés devant les forces de l'ordre — à l'inverse de la situation de Mai-68 où beaucoup de manifestants étaient équipés — et face à des Robocops bien mieux outillés dorénavant qu'ils ne l'étaient à l'époque.

Cette constante de la répression ne concerne pas que ladite médiatique *GenZ,* loin de là, puisque pendant la bataille des retraites, des responsables syndicaux furent attaqués par les forces de police le 1er mai[5] et enfin les Gilets jaunes ne sont pas rattachables à la *GenZ*. En effet, les rassemblements du 17 octobre ont agrégé des personnes d'âges, d'origine et de milieux différents, à la manière des Gilets jaunes mais

4 – Jacques Wajnsztejn, *L'Achèvement du temps historique*, L'Harmattan, 2025.

5 – Il en a été de même ce 17 octobre avec 4 représentantes syndicales CGT blessées par une grenade de désencerclement à Toulouse, alors qu'elles figuraient en tête de manifestation et ne procédaient évidemment à aucune tactique d'encerclement !

De la pratique à l'idéologie du blocage

Cela apparaissait en 2006 comme une stratégie de lutte adéquate semblant se substituer aux AG de 1986 et 1994, puisque les universités ne fournissaient plus de véritable base arrière au mouvement du fait de l'absence de vie étudiante effective et aussi du fait de la désertion des lieux par les éléments les plus radicaux, par exemple les insurrectionnistes. Mais ce qui était une technique paralysant l'activité routinière des lieux de transmission du savoir est rapidement devenu une idéologie et une pratique mimétique palliative à la faiblesse des mobilisations successives depuis 2006. Le blocage permettait ainsi des fermetures temporaires, des fermetures administratives et des incidents aux portes. Tendant à survaloriser la visibilisation par la couverture médiatique qu'elle occasionnait.

Les observateurs extérieurs (sans doute de gauche) constatent que le blocage n'est pas en soi une violence et correspondrait aux piquets de grève d'usine. Pourtant le blocage d'usine s'accompagne le plus souvent de l'occupation alors que le blocage scolaire tend à vider les lieux. Dans le cas des universités et campus, cela donne même aux directions et présidences la possibilité de fermetures administratives qui nuisent à l'organisation d'AG ou autres formes d'action.

Le rôle des étudiants

Comme on avait pu le voir pendant le mouvement de Gilets jaunes, toute stratégie politique de convergence des luttes est dans les faits politicienne ou bureaucratique dans le sens inversé d'une convergence de ceux qui ne luttent pas en actes vers ceux qui sont déjà dans la lutte, mais en en inversant les priorités. Tout cela sur la base d'une définition de la lutte complètement abstraite[2].

2 – Ainsi, des étudiants qui à quelques dizaines bloquent tout ou partie d'une université se disent « en lutte », même s'il n'y a que 10 % de grévistes et sans rien risquer de la part de leur administration, alors que pour un lycéen, même une absence non justifiée peur entraîner une sanction et nécessite une détermination qui n'a rien à voir avec l'expression d'une position politique en soi.

Or, comme ils ont l'habitude de le faire depuis quelques années, les étudiants, incapables de développer un mouvement propre, ont pris la tête et les rênes des manifestations centrales, reléguant souvent les lycéens en milieu de cortège. Comme d'habitude aussi, leurs slogans politiques qui leur semblent radicaux, alors qu'ils sont simplistes et pavloviens (ACAB, *Siamo tutti antifascisti*), ont recouvert les quelques allusions lycéennes et enseignantes aux conditions de vie et d'étude des lycéens (et des enseignants d'ailleurs) qui étaient plus portées par des pancartes individuelles souvent inventives… et en rapport avec le schmilblick. La virulence de la répression a aussi permis une unification des slogans en ce sens anti-flic et beaucoup de lycéens, dès lors qu'ils quittaient le lycée pour la rue, ont troqué leurs pancartes revendicatives ou inventives pour proclamer leur haine de la police.

Des enseignants avec… ou parce qu'ils sont parents

Dans le marasme actuel, la majorité des adultes en tout cas semblait contente de se réchauffer un peu, au soleil en plus, tout en n'évitant pas le caractère protecteur plus que paternaliste de leur solidarité, comme s'ils n'avaient pas vraiment matière à être eux aussi en colère ; c'est qu'il n'y a pas ou plus de « communauté scolaire » comme on pouvait encore l'affirmer avant les années 2000. Pour qu'elle existe *a minima*, il faut qu'il y ait un échange de droits et de devoirs, même inégal, une confiance et non une défiance réciproque produite aussi par un double langage et les violences réelles qui traversent une institution en crise profonde. Les enseignants sont d'ailleurs historiquement méfiants de tout contact à égalité dans la lutte car forcément elle remet en cause, même temporairement, l'inégalité fondatrice des savoirs. L'enseignant peut donc soutenir la lutte des élèves, mais y participer réellement n'est que le fait d'une toute petite minorité non significative et à quelque époque que ce soit. Dans une situation de crise aiguë de reproduction des institutions, même les enseignants parfois saignés à blanc par la dégradation de l'institution s'en portent contradictoirement les garants car c'est bien connu, il ne faut pas scier la branche… Ils sont donc très partagés sur le blocage car il influe sur le fonctionnement de l'institution et plus favorables à une action vers l'extérieur, à

condition qu'elle soit respectueuse et organisée puisque la plupart des élèves sont mineurs. Toutefois, cela se heurte à la réponse étatique qui est tout sauf respectueuse, et là aussi les traces sont nombreuses et marquantes telle l'humiliation subie par des collégiens de Mantes-la-Jolie en 2018 (arrestation en groupe, genoux à terre, mains sur la tête) qui avait nourri le mouvement des Gilets jaunes naissant.
Dans ces conditions, la répression sauvage a transformé beaucoup de professeurs en parents ou grands-parents qui ont eu peur pour leurs enfants et les enfants en général, avec tout à coup l'impression que beaucoup d'élèves n'étaient que des enfants, à qui on parle pourtant de plus en plus souvent comme à des adultes et à qui on demande du travail, des efforts et jusqu'à un projet et — pourquoi pas — un plan de carrière. Il y a effectivement eu solidarité même si elle a pu prendre des tours paternalistes.

Une exception française ?

Est-ce que la France constituerait un contre-exemple général, en dehors même de la question de la jeunesse, avec une sorte de pérennité du désordre, de la contestation et de la répression depuis dix ans, mais aussi par ses possibles références régulièrement convoquées (à la Révolution française, à son article 35 sur la légitimité de la révolte, aux Canuts qui préféreraient mourir debout que vivre à genoux, au Gavroche de 1832 anticipant 1848, aux pétroleuses de la Commune, à Mai-68 et ses barricades[3]) ? Ce qui est rassurant, c'est que malgré la rupture du fil rouge des luttes de classes historiques, la mémoire des périodes révolution-

3 – À Lyon le 17 octobre, deux barricades sont mises en place près de l'Hôtel de Ville, une avec du matériel de chantier, rue Joseph Serlin, qui sera incendiée par la police et l'autre devant une entrée de la mairie, faite avec la référence explicite des gros pavés qui caractérisaient le revêtement de la chaussée, côté Rhône de la presqu'île à l'époque et devenus rares aujourd'hui. Présents sur place, nous avons discuté avec des jeunes, probablement « autonomes », de l'éventuelle portée politico-militaire de ces deux édifices. Ils en ont plutôt reconnu l'aspect symbolique et la volonté de marquer le coup.